

**COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU**  
**JEUDI 28 MAI 2026****2026ko MAIATZAREN 28KO HERRIKO**  
**BILTZARRAREN BILDUMA.**

Le vingt-huit mai deux mille vingt-six, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal d'UZTARITZE, régulièrement convoqué, le vingt et un mai deux mille vingt-six, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de **Monsieur Piero ROUGET, Maire.**

**Bi mila eta hogeita seiko maiatzaren hogeita zortzian,** arratseko zaspitan, UZTARITZE-ko Herriko biltzarra, bi mila eta hogeita seiko maiatzaren hogeita batean ohiz gomitatua, bildu da legeak manatu kopuruan, **Piero ROUGET Jaun Auzapezaren** lehendakaritzapean.

<b>Nombre de conseillers</b> <i>Kontseilari kopurua</i>	
<b>en exercice</b> <i>hautatuak</i>	29
<b>présents</b> <i>hor zirenak</i>	25
<b>procurations</b> <i>ahalordeak</i>	4
<b>votants</b> <i>bozkatu dutenak</i>	29

**Etaient présents / Hor ziren** : M. ROUGET, Mme MARTY-CHALEON, M. MOULIA, Mme.IDIEDER, M. SERRANO, Mme. GOYHENECHÉ-CEDARRY, M. LASTIRI, Mme ROUMA, M. RUY, Mme LARRIEU, M. MANGUIN, Mme. OURET-LALANNE, M. SOCODIABEHERE, Mme. DRIEUX, M. ESTEINOU, Mme. INCHAUSPE, M. URRUTIA, Mme. JOTHY, M. ETCHECOPAR, M. SARRATIA, M. CENDRES, M. DARQUY, Mme. GUILTÇOU-LARRONDE, M. DESGROLARD, Mme. DUFOURCQ-HARISTOY.

**Etaient excusés / Barkatuak** : M. BLAIN (procuration à M. LASTIRIA jaunari), Mme. ALZUYET (procuration à Mme. ROUMA andereari), Mme. GRUBERT (procuration à Mme JOTHY andereari), Mme. DI COSTANZO anderea (procuration à M. CENDRES jaunari),

**Secrétaire de séance / Bilkurako idazkaria** : Madame Isabelle OURET-LALANNE anderea

**\* APPROBATION A L'UNANIMITE DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 AVRIL 2026****\* 2026KO APIRILAREN 30EKO HERRI KONTSEILUKO AKTAREN ONARPENA AHO BATEZ.****\* AFFAIRES GENERALES****\* GAI OROKORRAK****1- DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT)****1- EUSKAL HIRIGUNE ELKARGOAK – TRANSFERITU KARGUEN EBALUAKETA TOKIKO BATZORDEKO KIDEEN IZENDATZEA.**

Monsieur le Maire présente le rapport suivant,

Auzapez jaunak ondoko txostena aurkezten du,

A la suite de la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) du 24 avril 2026 relative à la composition de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) et à l'adoption de son règlement intérieur, chaque commune adhérente a été sollicitée pour qu'elle désigne son représentant titulaire et son représentant suppléant.

Transferitu Karguen Ebaluaketa Tokiko Batzordea osatzeari buruz eta bere barne araudia onartzeari buruz, Euskal Hirigune Elkargoak bere 2026ko apirilaren 24ko deliberoaren bidez, kide diren herri guzietan galdatu die beren ordezkotitularra eta hunen ordezkotia izendatzea.

Il est rappelé que cette commission procède à l'évaluation du montant des charges et des recettes financières transférées à la CAPB correspondant aux compétences dévolues.

Oroitarazia da batzorde honek duela, EHEari eman eskumenen arabera, kargu transferituen eta diru sartze transferituen estimazioa egiten.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **DESIGNE** Monsieur Piero ROUGET en qualité de délégué titulaire et Madame Sandra IDIEDER en qualité de délégué suppléant.

#### \* URBANISME - VOIRIE - TRAVAUX

##### 2- CONVENTION DE SERVITUDE AVEC ENEDIS POUR L'IMPLANTATION D'UNE CANALISATION ELECTRIQUE NECESSAIRE A L'INSTALLATION D'UNE BORNE I.R.V.E- PARCELLES AR N° 594-595 - PARKING D'ASTOLOBERRIA

Monsieur Serrano présente le rapport suivant :

En vue de la mise en place d'une Infrastructure de Recharge pour Véhicules Électriques (borne I.R.V.E) sur le parking d'Astoloberría (gare routière), et de son raccordement au réseau électrique, ENEDIS prévoit l'implantation d'une canalisation électrique sur les parcelles communales AR n° 594-595 constituant le parking.

ENEDIS dans le cadre d'une convention de servitude pourra notamment établir à demeure dans une bande de servitude de 3 mètres de large, 2 canalisations souterraines sur une longueur totale de 5 mètres ainsi que ses accessoires.

A titre de compensation forfaitaire et définitive, ENEDIS s'engage à verser à la Commune, lors de l'établissement de l'acte notarié, une indemnité définitive et forfaitaire de dix euros (10 €).

La convention est prévue pour la durée des ouvrages qui la concerne et pour celle de toute autorisation qui pourrait lui être substituée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de servitude correspondante

Luzaz deliberatu ondoren, Herriko kontseiluak, aho batez :

- **IZENDATZEN DITU**, Tituludun ordezkari gisa : Piero ROUGET jauna eta ordezko ordezkari gisa : sandra IDIEDER anderea.

#### \* HIRIGINTZA - OBRAK - BIDEAK

##### 2- ENEDIS-EKIN BIDE-ZORRERAKO HITZARMENA IBILGAILU ELEKTRIKOEN KARGATZEKO GUNE BATEN EZARTZEKO BEHARREZKO DEN HODI ELEKTRIKOEN EZARTZEKO - AR N° 594-595 LURSAILAK -ASTOLOBERRIA APARKALEKUA

Serrano jaunak gaia aurkeztu du:

Astoloberría aparkalekuan (autobus geltokian) ibilgai elektrikoan kargatzeko gune baten ezartzeko eta sa elektrikora lotzeko, ENEDISek aparkalekua osatzeko duten AR n° 594-595 herriko lursailetan hodi elektrikoak ezartzea aurreikusten du.

Bide-zorrerako hitzarmenari jarraiki, ENEDISek, metroko zabalerako zintan, lurpeko 2 hodei ezartzeko ahalko ditu lursail horietan; orotara 5 metro luze izaneko dira, eta osagarriak ere ezartzen ahalko dizkie.

Horren truke, zenbateko finkean eta behin betikotasun notario-agiria eginen delarik, ENEDISek herriari, hitzarmenaren euroko ordainsaria emanen dio (10 €).

Hitzarmena obren garairako eta hitzarmenaren ordaintzari baliatu daitekeen baimen orori dagokion garairako pentsatua da.

Luzaz deliberatu ondoren, Herriko kontseiluak, aho batez :

- Auzapez jaunari dagokion bide zorrerako hitzarmenaren izenpetzeko **BAIMENA EMATEN DU**.

### 3- MISSION D'ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'ÉTABLISSEMENT DES BILANS ET DE LA STRATÉGIE OPÉRATIONNELLE DU PROJET D'AMÉNAGEMENT DU QUARTIER HERAURITZ : DEMANDE D'ACCOMPAGNEMENT PAR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PAYS BASQUE

Monsieur Moulia présente le rapport suivant :

La commune d'Uztaritze a souhaité mener une réflexion sur l'aménagement et le développement du quartier Herauritz compte tenu des nombreux enjeux identifiés pour le devenir de ce quartier et le cadre de vie de ses habitants : nécessité d'augmenter la capacité d'accueil de l'école publique (inclusivité, bilinguisme), d'améliorer les mobilités au profit aussi des modes doux, de prendre en compte le projet de modernisation des installations de l'établissement médicosocial UGECAM qui détient un important tènement foncier dans le quartier.

La première phase de l'étude urbaine a été validée en comité de pilotage élargi daté du 25 septembre dernier (avec notamment le comité de quartier et les acteurs majeurs de la vie collective qui le composent). Cette première étape a permis de définir, sur les moyen et long termes, une stratégie globale d'aménagement et a abouti à l'élaboration d'un plan guide de restructuration des espaces publics centraux et de fiches-action sectorielles opérationnelles.

Le projet urbain ainsi arrêté prévoit :

- d'intensifier le cœur du quartier en y proposant de nouveaux programmes d'espaces publics, de services, de logements et d'équipements autour des espaces du fronton, du château Larregienea et de l'école actuelle ;
- de connecter les équipements et lieux de destination entre eux et articuler ces programmes pour « faire quartier » en redéfinissant les mobilités au profit d'une sécurisation des modes doux ;
- de valoriser les éléments patrimoniaux (parc de l'UGECAM, château, école, murets, etc.) présents en les intégrant à une dynamique globale de requalification et d'amélioration des usages.

La stratégie d'aménagement étant définie, il convient désormais d'établir la stratégie opérationnelle du projet urbain en poursuivant la réflexion pour disposer d'éléments d'aide à la décision pour la mise en œuvre opérationnelle des différentes composantes du projet global d'aménagement. Il s'agit ainsi d'établir les bilans et montages des différentes opérations du plan-guide de ce secteur à enjeux de la commune.

Comme ce fut le cas lors de la première étude, la commune peut solliciter l'accompagnement de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, qui propose un service d'ingénierie à l'écoute des demandes et des attentes des communes, capable de les conseiller en amont et durant toutes les étapes de leur projet en lien avec les politiques publiques communautaires. La Mission d'Ingénierie aux communes, au sein de la Direction de l'Aménagement (DGA Stratégie Territoriale, Aménagement et Habitat), a ainsi vocation à accompagner en « mode projet » la formalisation, le montage et le suivi de projets structurants sous maîtrise d'ouvrage communale.

Cet accompagnement technique et administratif est complété par un accompagnement financier via un cofinancement des études préalables. Ces études préalables, dites amont ou pré-opérationnelles, comprennent l'ensemble des études d'opportunité et de faisabilité nécessaires à la définition du préprogramme et du programme de l'opération considérée. Le Règlement d'Intervention relatif à l'Ingénierie aux communes, approuvé en Conseil Communautaire du 18 décembre 2021, encadre le dispositif d'aides dans un souci d'efficacité de l'action publique, d'équité et de solidarité territoriale.

Il est donc proposé de solliciter cet accompagnement auprès de la CAPB.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **APPROUVE** le lancement d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'établissement des bilans et de la stratégie opérationnelle du projet d'aménagement du quartier HERAURITZ ;
- **DIT** que les crédits nécessaires au financement de cette étude sont inscrits au budget primitif de l'exercice 2026 de la commune ;
- **SOLLICITE** l'appui technique, administratif et financier de la Communauté d'Agglomération Pays Basque conformément au dispositif d'accompagnement des communes adhérentes formalisé au travers du Règlement d'Intervention en matière d'ingénierie aux communes ;
- **SOLLICITE**, le cas échéant, tout financement auprès d'autres potentiels financeurs ;
- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à prendre toutes dispositions pour l'exécution de la présente délibération et à signer tous les documents relatifs à sa mise en œuvre dont la convention de cofinancement avec la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

#### 4- GARANTIE AU VU D'UN CONTRAT DE PRÊT

Madame idieder présente le rapport suivant :

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales

Vu l'article 2305 du Code civil ;

Vu la délibération n°7 du Conseil municipal du 11 décembre 2025 rapportée par la présente délibération ;

Vu le Contrat de Prêt n°187162 en annexe signé entre PAYS BASQUE AMENAGEMENT ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Article 1 : L'assemblée délibérante de de la commune d'Uztaritze accorde sa garantie à hauteur de 40) pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 408 112.00 euros souscrit par *l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt n°187 162 constitué de 1 ligne de prêt.*

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 163 244.80 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **RAPPORTE** la délibération n°7 du Conseil municipal du 11 décembre 2025 ;

#### \* FINANTZAK - GIZA BALIABIDEAK

#### 4- MAILEGU KONTRATU BATEN BERMEA

Idieder andereak gaia aurkeztu du:

Lurralde Elkargoen Kode Nagusiko L.2252-1 eta L.2252-2 artikulua ikusirik;

Kode zibilaren 2305 artikulua ikusirik;

Ikusirik 2025eko abenduaren 11ko Herriko Kontseiluaren 7. deliberazioa, deliberazio honen bidez ezeztatua dena;

Hemendik aitzina Mailegatzaila deituko dugun PAYS BASQUE AMENAGEMENT-ek eta Caisse des dépôts et consignations kutzak sinatu 187162 Mailegu Kontratua kontuan izanik;

1. artikulua: Uztaritzeko herriko deliberazio-biltzarrak %40ko bermea ekartzen du, Mailegatzailak Caisse des dépôts et consignations kutxarekin sinatu 408 112.00 euroko maileguaren itzultzeko, mailegu lerro bakarreko 187 162 mailegu-kontratuko diru ezaugarriei eta kargu eta baldintzei jarraiki.

Elkargoaren bermea honela osatua da: 163 244.80 euroko zenbateko nagusia, gehi mailegu-kontratuaren ondorioz zor izan ditzakeen zenbateko oro.

Kontratua deliberamendu honi eransten diogu eta deliberamenduaren parte da.

2. artikulua: Elkargoaren bermea Mailegu Kontratuaren iraupenerako onartu da, mailegua osoki itzuli arte. Mailegatzailak kontratuaren arabera zor dituen eta diruaren itzultzeko epea bururatzean ordaindu ez dituen zenbateko guzietan dagokie.

Caisse des dépôts et consignations kutzak gutun artamendatuz jakinarazi ondoren zorra ez dela kitatu, elkargoa engaiatzen da ahal bezain laster Mailegatzailaren ordeztuz ordaintzera. Eztabaida-onurari uko eginen dio eta ezingo du argudiatu ordainketaren egiteko baliabideak eskas dituela.

3. artikulua: Kontseilua engaiatzen da, Mailegu Kontratuaren iraupen osorako, beharrez, kontratuari dagozkion karguen estaltzeko baliabide aski libratzera

Luzaz deliberatu ondoren, Herriko kontseiluak, aho batez :

- 2025eko abenduaren 11ko Herriko Kontseiluaren 7. deliberazioa **EZEZTATZEN DU.**

- **SE CONSTITUE** caution bancaire auprès de la SPL à hauteur de 40% d'u prêt d'un montant total de 408 112 € souscrit par celle-ci auprès de la Caisse des dépôts et consignations. La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 163 244.80 €, augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

- **PRECISE** que la garantie est accordée pour la durée totale du prêt soit 23 années et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SPL dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

#### 5- CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT (RECRUTEMENT DE PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP)

Madame Idieder présente le rapport suivant :

Elle expose que les collectivités territoriales et leurs établissements ont la possibilité de recruter par contrat des personnes reconnues handicapées bénéficiaires de l'obligation d'emploi instituée par l'article L5212-13 du code du travail.

Ce mode de recrutement n'est pas ouvert aux personnes ayant la qualité de fonctionnaire.

L'agent est recruté pour une période correspondant à la durée du stage prévue par le statut particulier du cadre d'emplois correspondant à l'emploi sur lequel il est recruté. Le contrat peut être prolongé du fait des congés (autre que les congés annuels). En effet, l'article 7-2 du décret du 10 décembre 1996 prévoit deux cas de figure dans lesquels le contrat est prolongé :

- Lorsque la durée des congés rémunérés, hors congés annuels, accordés durant le contrat, dépasse le dixième de la durée globale initialement prévue du contrat, le contrat est prolongé d'autant.
- Lorsque le contrat a été interrompu pendant plus d'un an du fait de congés successifs de toute nature, hors congés annuels, l'agent peut être invité, à l'issue de son dernier congé, à accomplir de nouveau l'intégralité du contrat.

De même, lorsque l'agent exerce ses fonctions à temps partiel durant le contrat, ce dernier est prolongé à due proportion.

Contrairement aux règles de droit commun applicables aux agents contractuels de droit public, le contrat ne peut pas prévoir de période d'essai.

- SPLrentzat banku berme agertzearen **ONARTZEN DU**, Caisse des dépôts et consignations erakundearekin hartu duen 408 112 €ko maileguaren %40ko heinean. Herriaren bermeari 163 244.80 € zenbateko nagusia dagokio, eta horri mailegu-kontratuaren karietara zor izan daitezkeen zenbateko guziak gehitzen ahalko zaizkio.

- **ZEHAZTEN DU** bermea maileguaren iraupen osorako onartzen dela, hots 23 urterako, eta dirua osoki itzuli arte, eta SPLeK kontratuaren arabera zor dituen eta behar den epean ordainduak ez lituzkeen zenbateko guziei dagokiela.

#### 5- ENPLEGU IRAUNKOR BATEN SORTZEA (AHALMEN URRIKO PERTSONEN ENPLEGATZEA)

Idieder andereak gaia aurkeztu du:

Idieder andereak azaldu du lurralde elkargoek eta dagozkien erakundeek laneko kodeko L5212-13 artikulua finkatu enplegu-betebeharra aitortua duten ahalmen urriko pertsonak enplega ditzaketela. Enplegatze molde hori ezin da funtzionario direnentzat baliatu.

Ematen zaien enpleguari dagozkion enplegu-esparruaren araudi berezian aurreikusi ikastaldiaren iraupenerako enplegatzen dira agenteak. Kontratua oporraldiengatik luza daiteke (urteko oporraldiak kanpo). Alabaina, 1996ko abenduaren 10eko dekretuak, 7-2 artikuluan, zehazten du bi kasutan luza daitekeela kontratua:

- Kontratu bitartean eman opor ordainduen iraupenak, urteko oporretatik kanpo, kontratuan aurreikusi iraupen osoaren hamarrena gainditzen badu, kontratua iraupen beraz luzatzen da.
- Gisa orotako (urteko oporrak salbu) segidako oporraldi zenbaitengatik kontratua urte bat baino gehiagoz eten delarik, azken oporraldia bururatzean, langileari kontratu osoa berriz egitea proposatzen ahal zaio.

Halaber, langilea kontratu bitartean zati denborako lanean ari baldin bada, kontratua araberrako proportzioan luzatzen da.

Zuzenbide publikoko kontratupeko agenteei dagozkien zuzenbide komuneko arauetan ez bezala, kontratu horietan ezin da entsegu aldirik izan.

Kontratuaren buruan, lurralde autoritateak langilearen gaitasun profesionala neurtzen du, langilearen txostena kontuan hartuz eta harekin elkarrizketa bat ukan ondotik.

A l'issue du contrat, l'appréciation de l'aptitude professionnelle de l'agent par l'autorité territoriale est effectuée au vu du dossier de l'agent et après un entretien de celui-ci.

L'autorité territoriale disposera alors du choix suivant :

*1- Titularisation* : si le co-contractant est déclaré apte à exercer les fonctions, l'autorité territoriale procède à sa titularisation.

*2- Renouvellement* : si le co-contractant, sans s'être révélé inapte à exercer ses fonctions, n'a pas fait la preuve de capacités professionnelles suffisantes, l'autorité territoriale prononce le renouvellement du contrat pour la même durée que le contrat initial, après avis de la commission administrative paritaire compétente :

- Du cadre d'emplois au sein duquel l'agent a vocation à être titularisé,

Ou

- Du cadre d'emplois de niveau hiérarchique inférieur.

*3- Licenciement* : si l'appréciation de l'aptitude du co-contractant ne permet pas d'envisager qu'il (elle) puisse faire preuve de capacités professionnelles suffisantes, le contrat n'est pas renouvelé, après avis de la commission administrative paritaire compétente (CAP) pour le cadre d'emplois concerné. L'intéressé peut bénéficier des allocations d'assurance chômage en application de l'article L. 5421-1 du code du travail.

Au regard de ces éléments, Monsieur Le Maire rappelle que la Commune d'Uztaritze s'est engagée dans une démarche d'insertion des personnes en situation de handicap sur son territoire.

A ce titre, la collectivité a identifié un besoin et peut procéder à la création d'un emploi permanent adapté relevant de la catégorie hiérarchique B et relevant du grade de rédacteur à temps complet dont la durée hebdomadaire de service est fixée à 35 heures.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver la création d'un emploi permanent à temps complet sur lequel il sera procédé au recrutement d'une personne en situation de handicap.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L352-1 à L.352-6

Vu le Code du travail, notamment son article L.5212-13  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Hala, lurralde autoritateak hautu hauek ditu:

*1- Tituludun egitea*: kontratupeko langilea funtzioen betetzeko gai dela jotzen bada, lurraldeko autoritateak titular bilaka dezake.

*2- Berritzea*: kontratupeko langileak, funtzioen betetzeko ezgai izan gabe ere, ez badu aski gaitasun erakutsi, lurraldeko autoritateak erabaki dezake kontratuaren berritzea, hastapeneko kontratuaren iraupen bererako, eskumena duen administrazio-batzorde parekideak aldeko iritzia emanez gero; hots:

- Langilearen titular egitea xede duen enplegu esparruko erabakitzaileak, edo

- Azpiko hierarkia mailako enplegu esparrukoak.

*3- Kanporatzea*: kontratupeko langilearen gaitasunen neurtzean agertzen baldin bada ezin duela aski gaitasun profesional ukan, kontratua ez da berritzen, dagokion enplegu-esparruko eskumena duen administrazio-batzorde parekideak aldeko iritzia eman ondoan. Interesdunak langabezia saria eskura dezake, laneko kodearen L. 5421-1 artikuluari jarraiki.

Datu horiek kontuan harturik, Auzapez jaunak oroitarazi du Uztaritzeko herriak bere lurraldean ahalmen urritasuna duten pertsonen jendarteratzearen aldeko engaiamendua hartu zuela. Hala, herriak behar bat identifikatu du: komunikazio kargudun eginkizunen betetzeko, komunikazio kargudun enplegu iraunkor bat sor dezake, B hierarkia-kategoriakoa eta lanaldi osoko erredaktore gradukoa. Asteko zerbitzu lan denbora 35 orenetan finkatua da.

Beraz, herriko kontseiluari proposatu zaio denbora osoko enplegu iraunkor baten sortzearen eta enplegu horretan ahalmen urriko pertsona baten enplegatzearen onartzea.

Lurralde Elkargoen Kode Orokorra eta, bereziki, L. L.1111-1 eta L. 1111-2 artikulua kontuan izanik;

Funtzio Publikoaren kode orokorra, bereziki, L352-1tik L.352-6rako artikulua kontuan izanik;

Lanaren kodea eta bereziki L.5212-13 artikulua ikusirik,

Herrien, departamenduen eta eskualdeen eskubide eta askatasunei buruzko 1982ko martxoaren 2ko 82-213 lege aldatua eta bereziki 1. artikulua ikusirik;

Lurraldeko Funtzio Publikoari buruzko araudi-erabakiak dakartzan eta lurraldeko funtzio publikoko kontratupeko langileei buruzko 1984ko urtarrilaren 26ko lege aldatuaren 136. artikulua gauzatzeko

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 96-1087 du 10 décembre 1996 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 38 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 2012-924, du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

Considérant la nécessité d'accompagner la démarche d'insertion de personnes en situation de handicap.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **CREE** au tableau des effectifs un emploi permanent adapté au grade de rédacteur du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux relevant de la catégorie hiérarchique B à raison de 35 heures/semaine.

- **AUTORISE** le recrutement sur l'emploi mentionné à l'article 1er d'une personne en situation de handicap sur le fondement de l'article L.352-4 du Code général de la fonction publique sur le grade de rédacteur, du cadre d'emplois de rédacteur territorial à temps complet dont la durée hebdomadaire de service est fixée à 35 heures pour une durée déterminée de 1 an.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le contrat afférent à cet emploi

- **PRECISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2026.

## 6- SERVICE MEDIATHEQUE - CREATIONS DE POSTES

:  
Madame Idieder présente le rapport suivant,

Au vu de la mise en place de la future médiathèque, il est nécessaire de créer un poste de direction à temps complet à compter du 1er juillet 2026.

Il est proposé d'ouvrir ce poste sur les catégories A et B et sur les grades suivants :

Catégorie A : Attachés de conservation du patrimoine, Bibliothécaires territoriaux,

Catégorie B : Assistant de conservation, assistant de conservation principal de 2ème classe et de première classe.

hartu 1988ko otsailaren 15eko 88-145 dekretua ikusirik;

1984ko urtarrilaren 26ko legearen 38. artikulua gauzatzeko funtzio publikoan ahalmen urriko langileen enplegatzeari buruzko 1996ko abenduaren 10eko 96-1087 dekretu aldatua ikusirik;

Lurralde erredaktoreen enplegu-esparru bereziari buruzko 2012eko uztailaren 30eko 2012-924 dekretua ikusirik;

Ahalmen urriko pertsonen gizarteratzeko desmarta lagundu behar dela kontuan harturik;

Luzaz deliberatu ondoren, Herriko kontseiluak, aho batez :

- Langileen taulan komunikazio kargudun enplegu iraunkor baten **SORTZEN DU**, lurralde erredaktoreen enplegatu-esparruko erredaktore mailan, B hierarkia kategorian, astean 35 orenez.

- 1. artikuluan aipatu enpleguan ahalmen urriko pertsona baten enplegatzearen **ONARTZEN DU**, funtzio publikoaren kode nagusiko L.352-4 artikuluan oinarrituz, lurralde erredaktoreen enplegu-esparruko erredaktore mailan, denbora osoz; asteko lan denbora 35 orenekoa da, eta iraupena urte 1era mugatua.

- Auzapezari enplegu horri dagokion kontratuaren izenpetzeko **BAIMENA EMATEN DU**,

- Behar diren kredituak 2026ko aurrekontuan pentsatuak direla **ZEHAZTEN DU**.

## 6- MEDIATEKA ZERBITZUA - LANPOSTUEN SORTZEA:

Idieder andreak gaia aurkeztu du:

Mediateka berria plantan emanen denez, 2026ko uztailaren 1etik goiti denbora osoko zuzendaritza lanpostu bat sortu behar da.

Lanpostu hori A eta B kategorietan irekitzea proposatzen zaizue, maila hauetan:

A kategorian: Ondarearen kontserbazio arduraduna, lurraldeko liburuzaina,

B kategorian: Kontserbazio laguntzailea, 2. mailako eta 1. mailako kontserbazio laguntzaile nagusia.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **DECIDE** de créer un emploi permanent à temps complet sur les grades précités à compter du 1er juillet 2026.
- **PRECISE** que les crédits nécessaires sont prévus sur le budget 2026.

#### \* TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE

#### 7- MISE EN PLACE D'UNE AIDE A LA DESTRUCTION DE NIDS DE FRELONS ASIATIQUES

Madame Marty-Chaléon présente le rapport suivant :

Il est rappelé le caractère nuisible des frelons asiatiques (*Vespa velutina*) pour la biodiversité et leur importante prolifération sur le territoire français depuis son introduction en 2004. Cette espèce est aujourd'hui présente dans 90 des 96 départements métropolitains.

En conséquence, le développement de cette espèce nuisible est très rapide puisqu'un nid non traité peut générer 2 à 4 autres nids l'année suivante. Cependant, cette diffusion s'effectue souvent sur de courtes distances (quelques centaines de mètres). Dès lors, pour ralentir le développement du frelon asiatique sur notre commune, il est proposé d'inciter les habitants à détruire les nids qui se trouvent dans les propriétés privées des particuliers.

Il est proposé de mettre en place une aide forfaitaire de 50 € par nid détruit.

Les conditions à respecter sont les suivantes :

- Constat visuel de la présence d'un nid de frelons asiatiques attesté par un professionnel sur la propriété privée du particulier.
- Intervention d'une société spécialisée à la charge du particulier (liste SDIS)
- Transmission à la mairie d'une copie de la facture comportant toutes les mentions légales ainsi que la date et le lieu de l'intervention, accompagnée d'un RIB et d'un justificatif de domicile ;
- Versement par la Commune d'une aide forfaitaire de 50 € dans la limite d'une fois par an et par adresse.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

Luzaz deliberatu ondoren, Herriko kontseiluak, aho batez :

- 2026ko uztailaren 1.etik goiti aipatu mailetan lanpostu iraunkor baten sortzearen **ERABAKITZEN DU**;
- Behar diren kredituak 2026ko aurrekontuan pentsatuak direla **ZEHAZTEN DU**.

#### \* TRANSIZIO EKOLOGIKOA ETA ENERGETIKOA

#### 7- LIZTOR ASIARRAREN HABIEN SUNTSITZEKO LAGUNTZA BATEN PLANTAN EMATEA

Marty-Chaléon andereak gaia aurkeztu du:

Liztor asiarrak (*Vespa velutina*) bioaniztasunari kalte egiten diola eta 2004an sartu zenetik Frantziako estatuaren lurraldean anitz hedatzen ari dela oroitarazi du. Espezie hori, egun, Frantzia metropolitanoko 96 departamenduetatik 90etan dago.

Ondorioz, espezie kaltegarri horren garapena zinez zalua da. Tratatzen ez den habia bakoitzak ondoko urtean 2 eta 4 habia artean sor ditzake. Hala ere, maiz hedapena distantzia ttipian egiten da (zenbait ehun metroko inguruan). Beraz, gure herrian liztor asiarraren garapenaren moteltzeko, proposatzen dizuegu biztanleen akuilatzea partikularren lur pribatuetan diren habien suntsitzera.

Suntsitu habia bakoitzarendako 50 €ko laguntza finkoaren ematea proposatzen dizuegu. Horretarako, baldintza hauek bete behar dira:

- Profesional batek partikularren lur pribatuan liztor asiar habia dagoela begiz baieztatu behar du.
- Sozietate berezitu batek (SDIS zerrendako batek) esku hartu behar du eta partikularrak du ordaindu behar.
- Herriko etxeari faktura helarazi behar zaio. Fakturan lege-ohar guziak eta esku hartzearen data eta lekua agertu behar dira. Bankuko nortasun agiria eta bizilekuaren frogagiria ere erantsi behar dira.
- Herriak 50 €ko laguntza ordainduko du, gehienez helbide bakoitzerako urtean behin.

Partikularrek baizik ezin dute dispositiboa baliatu.

Luzaz deliberatu ondoren, Herriko kontseiluak, aho batez :

- **APPROUVE** la mise en place d'une aide pour la destruction des nids de frelons asiatiques ;

- **APPROUVE** le montant forfaitaire de ladite aide fixée à 50 € ;

- **APPROUVE** les modalités d'application de cette aide telles qu'elles sont définies par la présente délibération.

\* QUESTIONS ORALES

\* COMPTE-RENDU DE DELEGATION

\* COMMUNICATIONS DU MAIRE ET DES ADJOINT

- **ONARTZEN DU** liztor asiarren habien suntsitzeko laguntza baten plantan ematea.

- **ONARTZEN DU** laguntza finakoaren zenbatekoa; hots, 50 €.

- **ONARTZEN DU** laguntza honen gauzatzeko baldintzak, deliberamendu honetan zehaztu diren gisan.

\* AHOZKO GALDERAK

\* ORDEZKARITZEN BILDUMA

\* AUZAPEZAREN ET AUZAPEZORDEEN  
KOMUNIKAZIOAK